

Endettement et bouleversements climatiques

L'endettement, en permettant le pillage au sud des richesses naturelles et en poussant au nord les habitants à gâcher ces richesses transformées, est un vecteur direct du réchauffement.

Le changement climatique est directement lié à la surconsommation des ressources fossiles, gaz, pétrole et minerais, et à l'agriculture intensive énergivore : labours, engrais, pesticides, monocultures et élevages intensifs. (1) Commerce et exportation permettent à 20% des habitants de la planète de consommer-consumer 80% des richesses de la terre. Ils sont responsables de son réchauffement dans les mêmes proportions.

Une très grande part des minerais, du pétrole et des cultures d'exportation est située dans les PED (pays en développement)

Dette et corruption, trop souvent liées, sont comme les 2 pattes avant du cheval de Troie qui va permettre aux pays riches de pénétrer les pays bien pourvus en ressources naturelles et humaines. Pour continuer l'image on pourrait dire que les 2 pattes arrières sont les transnationales et les bourgeoisies locales qui profitent de la dette et de la corruption. La queue, le détail dans ce système, étant un mélange de guerres, de pauvreté-sous-alimentation des populations et de désastres environnementaux. La dette a ainsi permis au système en trois temps - production-exportation-profit - de se développer dans des proportions considérables au mépris du désir des peuples de ces pays.

Pourquoi la Banque Mondiale et le FMI ont-ils systématiquement fait des prêts aux dictateurs et rarement aux dirigeants démocrates ? Au-delà des causes géopolitiques liées à une recherche de domination américano-occidentale sur l'ennemi soviétique, la raison principale a été, et est encore, l'obtention des matières premières de ces pays au plus bas prix. Les transnationales du pays corrupteur-prêteur, aidées par une classe de dirigeants locaux complices, peuvent se servir dans les richesses naturelles du pays, sans avoir à rendre de comptes à la population. On retrouve là une autre trilogie : dette-corruption-pillage qui fait écho à la précédente, et fait croire à l'idée d'une croissance infinie, dans laquelle les problèmes environnementaux et sociaux n'existeraient pas.

Si le réchauffement d'aujourd'hui a pour origine essentielle plus d'un siècle de rejets de CO2 des pays riches, la plus importante montée de la température, avec ses conséquences désastreuses, se fera dans les décennies qui viennent, les franchissements de seuil irréversibles étant devenus plus que probables. Pourtant, dès à présent, ce sont bien les pays en développement qui en souffrent alors qu'ils n'en sont pas responsables. Exemple à Madagascar, en mars 2007 et 2008, la saison des pluies au nord s'est transformée en cyclones d'eaux qui ont ravagé les rizières et compromis l'alimentation des populations. Les désastres dus aux cyclones à répétition dans les Caraïbes, conséquence du réchauffement, sont 1.000 fois plus importants sur l'île d'Haïti surendettée et appauvrie que sur la proche Floride. L'instauration des politiques ultralibérales, par les conditionnalités liées à la dette, permet aujourd'hui cette prédation sans limites par les transnationales du nord à la source du dérèglement climatique.

La disparition des barrières douanières et l'affaiblissement de la démocratie dans les PED, imposés par la BM et le FMI, a pour nom Consensus de Washington. Ce sont les conditionnalités des PAS (plan d'ajustement structurel), ou dit plus crûment le libre-échange imposé par le fort au faible. Sans ces actions de guerre économique - le rapt des matières premières fossiles – jamais ni le nord, ni aujourd'hui la Chine n'auraient pu produire autant d'objets de consommation, industriels ou alimentaires, émetteurs de gaz à effet de serre par leur fabrication et leur utilisation.

Les banques du nord, la BM (Banque mondiale), la BEI (Banque européenne d'Investissement), (1) les gouvernements des pays riches, l'aide publique au développement ont volontairement enfoncé les PED dans les dettes (lire Les confessions d'un assassin financier de J.Perkins). Une part des emprunts est détournée par les dirigeants. Et pour faire fonctionner le pays, ils sont obligés de réemprunter. Pour rembourser des sommes qui n'ont pas été investies, une plus grande production exportable est nécessaire, quel qu'en soit le prix environnemental et humain. Les transnationales sont gagnantes dans tous les cas. Les pays, pris à la gorge par le surendettement, sont contraints d'accepter des contrats léonins.

Après la crise de la dette de 1982, le FMI a imposé les PAS. Au nom de la « bonne gestion financière », les pays riches ont forcé les PED à ouvrir leurs frontières, supprimer le contrôle des changes et laisser entrer et sortir librement les capitaux. Les bourgeoisies dirigeantes en ont profité pour s'enrichir au mépris des souffrances des populations et des questions environnementales. Elles sont ainsi devenues les nouveaux actionnaires du système libéral au sud. Corrompues et complices, elles bradent leurs pays aux intérêts de la grande finance en acceptant de signer des contrats pour l'exploitation des matières premières qui ne laissent quasiment rien pour les populations : très faibles taxes au profit du budget de l'état. C'est ce qu'on appelle des contrats léonins. Depuis lors, les remboursements et les matières premières coulent à flot comme le sang d'un très grave blessé. Une irrigation colossale pour les finances du nord, un gâchis de richesses inouïes et des dégâts humains relevant du génocide au sud. N'oublions pas que la disparition de biens publics inestimables pour les générations futures est faite sans autre justification que le profit de quelques uns.

L'Indonésie a brûlé une grande partie du 3^{ème} massif forestier mondial. Depuis quelques années, elle est le 3ème émetteur de CO2 du fait de ces incendies volontaires. Ces forêts primaires, patrimoine naturel de l'humanité, ont été remplacées par des cultures intensives de palmiers à huile. Pourquoi ? Ce pays a été dirigé par le dictateur sanguinaire Suharto pendant une trentaine d'années. Sa dette est une des plus importantes des PED. L'exportation d'agro-carburant et d'autres produits dérivés de la palme enrichit les capitalistes locaux et la finance internationale à travers ses remboursements. Au Congo RDC, la guerre sans fin et ses 5 millions de morts n'a pas d'autre raison que la prédation des richesses fossiles par des capitalistes locaux associés à des capitalistes occidentaux.

La civilisation occidental-chrétienne a conquis le monde grâce à ses inventions thermodynamiques. Le consumérisme toujours croissant de biens matériels en est la partie visible. Confort et luxe au nord sont responsables du réchauffement : la partie cachée de l'iceberg est en train de fondre. Sans l'endettement des PED le prix des matières premières

exportées aurait été beaucoup plus élevé. Sans l'endettement des européens et surtout celui des ménages américains (subprime) il y aurait eu beaucoup moins de consommation-gâchis au nord. Brûler trop de pétrole ou de charbon, surmanger des protéines d'origine animale provoquent l'émission de gaz à effet de serre en quantité insoutenable. Le réchauffement est le résultat d'un système d'organisation maintenant planétaire : la croissance de la trilogie dette-surconsommation-profits, sans limites de température et avec catastrophes garanties.

Nicolas Sersiron

(1) L'achat ou la location de dizaines de millions d'hectares de terres arables par les transnationales des pays riches dans les PED, voués à la production d'aliments pour les animaux et d'agro-carburant, ne pourra qu'augmenter les émissions de GES (gaz à effet de serre). Les labours provoquent l'émission de CO₂ stocké dans la terre, 5% des engrais azotés se transforment en oxyde nitreux qui, comme le méthane émis par les ruminants, est 300 fois plus réchauffant que le CO₂.

(2) Aujourd'hui la BM et la BEI sont les plus gros financeurs publics pour les industries extractives d'énergies fossiles.